

N° 5763²
CHAMBRE DES DEPUTES
Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

**relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième
école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS
(14.11.2007)

La Commission se compose de: M. Lucien CLEMENT, Président; Monsieur Marcel SAUBER, Rapporteur; Mmes Sylvie ANDRICH-DUVAL, Anne BRASSEUR, MM. Emile CALMES, Fernand DIEDERICH, Ali KAES, Mme Viviane LOSCHETTER, MM. Robert MEHLEN, Jos SCHEUER et Roland SCHREINER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre des Travaux publics en date du 30 août 2007. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, du devis estimatif et d'une fiche récapitulative relative aux coûts de consommation et d'entretenus annuels ainsi que de plans.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis en date du 9 octobre 2007.

Le projet de loi sous examen a été présenté aux membres de la Commission des Travaux publics lors de la réunion du 22 octobre 2007. Monsieur Marcel Sauber a été désigné à cette occasion comme rapporteur.

Le présent rapport a été adopté lors de la réunion du 14 novembre 2007.

*

2. CONSIDERATIONS GENERALES

Objet du projet de loi et évolution historique

A. L'Ecole européenne

Le projet sous avis a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la deuxième Ecole européenne et des Centres Polyvalents de l'Enfance et à réaliser des infrastructures de transport nécessaires à l'exploitation des nouvelles constructions.

Suivant l'exposé des motifs accompagnant le texte du projet, „l'importance de la construction d'une deuxième Ecole européenne découle à la fois d'impératifs éducatifs, politiques, juridiques et économiques“.

L'amélioration des conditions d'accueil actuelles de la population scolaire est devenue nécessaire. En effet, d'une part, l'infrastructure prévue pour l'Ecole européenne I était conçue pour accueillir 3.600 élèves. Le nombre croissant des élèves, notamment à cause des élargissements successifs de l'Union européenne, a entraîné une augmentation du nombre d'élèves pour le porter à 4.200, ce qui a abouti en 2004 à l'installation de pavillons provisoires au lieu dit „Village pédagogique“ au Kirchberg. Cette solution provisoire ne peut perdurer.

Aussi la deuxième Ecole européenne projetée est-elle conçue pour pouvoir accueillir quelque 3.000 élèves, dont 420 à la maternelle, 1.050 au primaire et 1.600 élèves au secondaire. La construction d'une structure d'accueil avec crèche, garderie et centre d'études est également prévue dans le cadre du nouveau complexe scolaire devant se situer entre Bertrange et Mamer.

D'un point de vue politique, la construction des Ecoles européennes constitue une contrepartie indispensable de la politique européenne, tout Etat devant veiller à la scolarisation des enfants sur son territoire. De plus, la construction des Ecoles européennes constitue une contrepartie nécessaire de la politique de siège européen.

Quant aux textes juridiques, le pays hôte d'institutions européennes a l'obligation de la mise à disposition gratuite de locaux pour les Ecoles européennes. L'exposé des motifs précise à ce sujet que „la deuxième Ecole européenne tombe sous le champ d'application de l'accord de siège conclu le 13 octobre 1971 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil supérieur des Ecoles européennes concernant le fonctionnement de l'Ecole européenne de Luxembourg“. Cet accord fut ratifié par la loi du 18 février 1975 et engage le Gouvernement à mettre gratuitement à la disposition de l'Ecole les bâtiments nécessaires à son activité, étant entendu que les frais de fonctionnement et d'enseignement des Ecoles ne sont pas à charge de l'Etat.

La première Ecole européenne officielle fut concrétisée en avril 1957 par la signature du Protocole pour l'Ecole de Luxembourg qui, en fait, résultait de l'expérience concluante de l'Ecole-pilote créée en 1953 à l'initiative d'un groupe de fonctionnaires de la Haute Autorité de la CECA initiée en mai 1950. D'autres écoles suivirent de sorte qu'actuellement quelque 14 Ecoles européennes dans différents pays, jouissant d'un statut d'établissement public, comptent environ 20.000 élèves.

„Actuellement, l'Ecole européenne au Kirchberg accueille environ 3.285 élèves auxquels s'ajoutent les 922 élèves de primaire et de maternelle installés dans le village pédagogique. L'ensemble des élèves fréquentant aujourd'hui l'Ecole du plateau de Kirchberg représente quelque 4.200 enfants. Avec l'élargissement de l'Union européenne et l'arrivée de nouveaux pays membres, le nombre d'élèves à l'Ecole européenne augmentera de plus de 2.000 élèves“ (cf. Exposé des motifs).

Trois catégories d'élèves sont actuellement accueillies: les enfants de fonctionnaires et agents communautaires, admissibles de droit, ceux scolarisés suite à des accords passés avec des entreprises ainsi que ceux inscrits sur base individuelle – enfants de diplomates et divers. Toutefois, suite aux élargissements de l'UE et au vu des capacités d'accueil limitées actuelles, l'Ecole européenne se voit contrainte de pratiquer une politique d'inscription restrictive à l'égard des enfants dont les parents ne relèvent pas du personnel de l'UE – situation qui changera de nouveau après la construction de l'Ecole faisant l'objet du projet de loi.

B. Les centres polyvalents de l'enfance

L'exposé des motifs accompagnant le projet renseigne que „les institutions européennes, par l'intermédiaire de l'Office Infrastructures et Logistique (OIL) ont demandé aux autorités luxembourgeoises qu'une infrastructure sociale destinée à la petite enfance soit prévue dans le cadre du projet de la seconde Ecole européenne“. Cette structure à inclure dans le projet de l'Ecole européenne à construire doit permettre d'accueillir quelque 800 enfants dans une crèche, une garderie et dans un centre d'études. Des synergies ont pu être dégagées suite à un accord de principe entre l'OIL et l'Ecole européenne.

Quant au financement des Centres polyvalents de l'enfance, il convient de souligner que le Luxembourg n'est pas tenu par une mise à disposition gratuite de ces infrastructures. Les frais de construction de Centres polyvalents de l'enfance sont ainsi à charge des institutions européennes mais font l'objet d'un préfinancement par l'Etat.

3. PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET PARTIE TECHNIQUE

De l'exposé des motifs il résulte que déjà en 1999, „la Commission d'Analyse critique auprès du ministère des Travaux publics a retenu que plus aucun site n'était disponible au Kirchberg pour une extension de l'Ecole européenne, de sorte qu'il fallait trouver un emplacement en dehors de la Ville de Luxembourg“. Le site de Mamer/Bertrange fut retenu par une décision du 21 décembre 2001 par le Gouvernement en conseil. Le Conseil supérieur des Ecoles européennes a accepté cette proposition lors de sa réunion des 22 et 23 mai 2002 à Nice. Par la suite, des problèmes relatifs à l'acquisition de terrains s'étant présentés, le site d'implantation prévu en grande partie sur le territoire de la commune de Mamer a été décalé davantage sur le territoire communal de Bertrange en fonction des opportunités foncières du moment. Un reclassement des terrains est en cours.

Le programme de construction avec le calcul des surfaces brutes, des volumes bruts, des surfaces des cours de récréation et des préaux couverts ainsi que des parkings sont détaillés dans l'exposé des motifs de sorte qu'il est fait abstraction de les reproduire dans le présent rapport. Il est renvoyé également à cet exposé qui est très exhaustif pour ce qui est de la description et aux plans des parties urbanistique et architecturale aussi bien pour

- le bâtiment public devant accueillir la salle des fêtes, le restaurant scolaire avec la cuisine centrale, l'administration et l'équipement technique central, précédé de la place principale du complexe, dimensionnée pour rassembler les élèves arrivant en autobus à la gare des bus ou par voiture individuelle;
- l'école secondaire et le complexe sportif avec les emplacements de parking nécessaires;
- le gymnase précédé d'une petite place destinée à accueillir les utilisateurs venant de l'arrêt de chemin de fer ou des parkings;
- l'école maternelle, accessible depuis la place principale et desservie par des parkings donnant aux parents la possibilité d'accompagner leurs enfants jusqu'à l'intérieur du bâtiment;
- l'école primaire projetée autour d'une cour centrale ouverte à travers un grand auvent sur le jardin inférieur;
- les Centres polyvalents de l'Enfance avec la crèche, la garderie et le centre d'études.

Une attention particulière a été réservée dans l'exposé des motifs au concept énergétique. Si le concept énergétique, résultat d'une étude approfondie menée dans le cadre de la standardisation des lycées, a servi de base pour définir des objectifs d'un point de vue énergétique, le concept a été adapté en fonction de l'occupation et de l'utilisation des bâtiments pour atteindre les objectifs visés: consommation énergétique minimale offrant un confort maximal tout en limitant les installations techniques au strict minimum nécessaire et garantir aussi des coûts d'entretien réduits. „L'architecture et les caractéristiques physiques des bâtiments ainsi que les installations techniques ont été parfaitement coordonnées et harmonisées ... Le but est d'atteindre une très faible consommation en énergie totale, qui sera de loin inférieure à celle des bâtiments scolaires construits jusqu'ici. En effet, le bâtiment ouvre le standard des maisons à basse énergie“ (cf. Exposé des motifs 3. Concept énergétique).

Le concept de production de chaleur sera bivalent avec une chaudière à copeaux de bois d'une puissance de 1.250 KW couvrant 85% de la chaleur annuelle et une chaudière de pointe à gaz de 1.500 KW.

Une attention particulière a été réservée également aux aménagements extérieurs en veillant à réaliser une intégration paysagère optimale. Les plantations d'arbres et de haies se prolongent depuis le paysage environnant jusqu'au cœur de l'école. Le concept de circulation tient compte du trafic engendré suivant les spécificités des différentes parties du complexe, et l'ensemble du site compte 580 emplacements extérieurs pour voitures.

Quant à la desserte future du site par les transports en commun, il résulte d'une décision du Gouvernement que l'Etat assure une prise en charge des transports par autobus et par train des élèves fréquentant la deuxième Ecole européenne. Il appartient au Ministère des Transports d'assurer la responsabilité pour les transports réguliers organisés par les soins de ses services et dépassant la limite du territoire d'une seule commune. L'organisation du transport en commun se fera en collaboration avec la Direction et avec l'Association des Parents d'Elèves de l'Ecole européenne. Une communication par train est assurée à partir de Luxembourg/Gare et à partir des gares de Bertrange, Mamer, Cap et Kleinbettingen. Le site est accessible également par un certain nombre de lignes publiques d'autobus et relié à toutes les localités de la zone de recrutement du Lycée Technique Josy Barthel par des trans-

ports scolaires. Ces possibilités de transports publics seront complétées par des transports spéciaux en fonction des horaires de l'Ecole et par des navettes reliant le site à des points de rassemblement dans la Ville de Luxembourg.

Enfin, l'exposé des motifs et les plans joints au dossier détaillent à suffisance une vue d'ensemble des infrastructures de transport à créer ou à aménager pour faire face au flux de trafic généré aux heures de pointe.

Retenons encore que le complexe de 6 bâtiments disposés en escalier en suivant la pente naturelle des terrains s'étend sur une surface d'environ 500 x 300 m. Les quantités de terrassement sont d'environ 285.000 m³. Le volume des remblais est estimé à 42.000 m³. Il est envisagé de stocker définitivement 150.000 m³ de déblais sur le site sous forme d'une butte artificielle alors que le reste des matériaux devra être évacué vers une décharge.

Conçu pour environ 3.000 élèves et 330 employés, le nouveau complexe scolaire européen coûtera suivant le devis estimatif, indice 633,42 (octobre 2006), la somme de 237.000.000 euros, alors que le coût annuel de consommation et d'entretien est estimé à 4.490.500 euros.

Le financement des dépenses pour les constructions et la réalisation des infrastructures (237 millions) se fera par le biais de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut, soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

*

4. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

De prime abord, le Conseil d'Etat constate que la dépense globale de 237.000.000 euros dépasse le seuil de 7.500.000 euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juillet 1999 et que dès lors l'approbation préalable du législateur est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Le Conseil d'Etat avance ensuite que pour mettre un terme à la situation provisoire actuelle, la réalisation d'un nouveau complexe scolaire permettant l'accueil de quelque 3.000 écoliers et élèves est justifiée. Le choix du site entre Bertrange et Mamer, à défaut de site approprié disponible sur le plateau de Kirchberg, ne donne pas lieu à critique. Au sujet du léger déplacement du site initialement retenu, le Conseil d'Etat suppose que cette décision a également obtenu l'aval du conseil supérieur des Ecoles européennes.

Le Conseil d'Etat apprécie „la place importante que l'exposé des motifs a réservé au concept énergétique, à la question de l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales et à d'autres questions relevant de la conformité environnementale du complexe immobilier à réaliser. Il réitère à cet égard sa proposition...qui consiste à désigner un ou plusieurs services de l'Etat chargés de façon systématique d'un audit énergétique et environnemental de chaque nouveau projet de construction immobilière réalisé par l'Etat ou réalisé grâce à sa participation financière“.

Il note également la part réservée par l'exposé des motifs aux questions de desserte, sous ses différentes formes, du nouvel établissement scolaire.

Le financement du projet devant se faire sur base de la loi de garantie du 13 avril 1970, la Haute Corporation note que l'exposé des motifs omet de préciser selon quelles conditions se fera ce recours. Elle relève également que des précisions relatives aux conditions mises par l'Etat pour assurer le pré-financement de la partie „centre polyvalent de l'Enfance“ pour compte des institutions communautaires font défaut.

Finalement, le Conseil d'Etat propose quelques modifications rédactionnelles dans l'intitulé et dans les articles 1 et 2.

*

5. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Lors de sa réunion du 22 octobre 2007, la Commission des Travaux publics est amenée à constater que l'exposé des motifs accompagnant le texte du projet est très explicite et fouillé, ce qui facilite la compréhension des tenants et aboutissants de la construction du complexe scolaire et des infrastructures de transport à réaliser.

En présence d'une situation devenue intenable aussi bien à moyen qu'à court terme d'une infrastructure scolaire européenne au plateau de Kirchberg, due à l'augmentation constante de l'effectif dans le passé et à prévoir avec l'entrée dans l'Union Européenne de nouveaux Etats, la construction d'un nouveau complexe scolaire s'impose pour les raisons évoquées dans l'exposé des motifs.

Le projet de la deuxième école européenne en discussion se base sur une estimation des besoins tablant sur un effectif scolaire prévisible de 3.000 élèves auxquels s'ajoutent 330 unités pour le personnel encadrant.

Le complexe scolaire englobera l'école secondaire, le gymnase, l'école maternelle, l'école primaire, le Centre polyvalent de l'enfance comprenant la crèche, la garderie, le centre d'études, l'infrastructure sportive, la restauration, les parkings ainsi que la réalisation des infrastructures de transport.

Il a fait l'objet d'un concours d'architecte remporté par Michel Petit, architecte de Luxembourg et Schilling Planning de Cologne. Le résultat des études relatives à la conception architecturale du complexe d'ensemble mérite d'être relevé. Il en va de même pour l'élaboration du concept énergétique et environnemental, de celui de l'évacuation des eaux ainsi que de celui de l'agencement des infrastructures d'accès au site et de desserte du site par les différents moyens de transport: train, autobus, voitures privées, motos, bicyclettes, ainsi que pour les piétons.

L'emplacement retenu pour la construction de la deuxième Ecole européenne ainsi que du Centre Polyvalent pour l'enfance est situé sur les territoires des communes de Bertrange et de Mamer.

En réponse à la question relative à l'emplacement du site à Bertrange/Mamer plutôt qu'au Kirchberg, le Ministre des Travaux publics confirme que sur le plateau du Kirchberg des terrains appropriés font défaut. Toujours est-il que l'emplacement actuellement prévu a une surface de quelque 15 ha avec une zone de réserve prévue de 5 ha devant permettre d'éventuelles extensions.

Par ailleurs, une concentration des Ecoles Européennes sur un même site ne paraît guère favorable à une intégration rapide des élèves.

L'emplacement à Bertrange/Mamer a trouvé l'accord du Conseil Supérieur des Ecoles Européennes. Un „steering group“ constitué par des représentants de ce Conseil supérieur, des Ecoles européennes I et II, des Parents d'élèves, du Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens, de l'administration des Bâtiments publics ainsi que du Ministère des Travaux publics a été mis en place et fonctionne en permanence de sorte que le flux des informations vers le Conseil supérieur est assuré. Tel a été également le cas pour le réaménagement des plans.

En ce qui concerne les questions soulevées relatives à l'accès du site, les problèmes de circulation ont trouvé des solutions satisfaisantes avec les deux communes concernées.

La question des parkings sur le site a été discutée. Toujours est-il que quelque 3.000 élèves auxquels s'ajoutent 330 personnes du staff sont appelés à accéder au site. Le Ministre des Travaux publics explique que la question a été analysée et que le nombre de 580 emplacements prévus devrait être suffisant étant donné également les facilités offertes par les différentes formes de transport en commun et l'espace réservé à la mobilité douce.

Le coût de l'ensemble du projet s'élève à 237.000.000.- euros, valeur 633,42 de l'indice semestriel des prix à la construction d'octobre 2006. Le financement se fera sur base de la loi dite de garantie du 13 avril 1970 dont les moyens et mécanismes sont appelés à jouer le moment voulu. Il est rappelé que le coût de la construction de l'école européenne est à charge du budget de l'Etat en vertu des accords juridiques réglant les obligations du pays hôte en matière de mise à disposition gratuite de locaux pour les Ecoles européennes, alors que les frais de construction du Centre polyvalent de l'Enfance sont à charge des institutions européennes, mais font l'objet d'un préfinancement par l'Etat.

6. COMMENTAIRE DES ARTICLES

En ce qui concerne l'intitulé et le texte du projet, la commission adopte les modifications proposées par le Conseil d'Etat de sorte que l'intitulé est modifié comme suit:

„Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance“.

L'article 1er aura la teneur suivante:

„Le Gouvernement est autorisé à procéder à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance et à la réalisation des infrastructures de transport.“

A l'article 2, la fin de la deuxième phrase de l'article 2 sera modifiée comme suit:

„.... indice semestriel des prix à la construction au 1er octobre 2006“.

L'article 3 reste inchangé.

*

Sous réserve de ce qui précède, la Commission des Travaux publics recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

Art. 1er.- Le Gouvernement est autorisé à procéder à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance et à la réalisation des infrastructures de transport.

Art. 2.- Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser la somme de **237.000.000.- euros**. Ce montant correspond à la valeur 633.42 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2006. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précitée.

Art. 3.- Le financement des dépenses visées à l'article 1er se fera par le biais de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

Luxembourg, le 14 novembre 2007

Le Rapporteur,
Marcel SAUBER

Le Président,
Lucien CLEMENT

Nº 5763³
CHAMBRE DES DEPUTES
Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

**relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième
école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**
(4.12.2007)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 23 novembre 2007 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI
**relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième
école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 22 novembre 2007 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 25 septembre 2007;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 4 décembre 2007.

*Le Secrétaire général,
Marc BESCH*

*Le Président,
Alain MEYER*

N° 5763
CHAMBRE DES DEPUTES
Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et
d'un centre polyvalent de l'enfance

Le projet sous avis a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la deuxième Ecole européenne et d'un Centre Polyvalent de l'Enfance et à réaliser des infrastructures de transport nécessaires à l'exploitation des nouvelles constructions.

L'amélioration des conditions d'accueil actuelles de la population scolaire est devenue nécessaire. En effet, d'une part, l'infrastructure prévue pour l'Ecole européenne I était conçue pour accueillir 3.600 élèves. Le nombre croissant des élèves, notamment à cause des élargissements successifs de l'Union européenne, a entraîné une augmentation du nombre d'élèves pour le porter à 4.200, ce qui a abouti en 2004 à l'installation de pavillons provisoires au lieu dit « Village pédagogique » au Kirchberg. Cette solution provisoire ne peut perdurer.

Aussi, la deuxième Ecole européenne projetée est conçue pour pouvoir accueillir quelque 3.000 élèves, dont 420 à la maternelle, 1.050 au primaire et 1.600 élèves au secondaire. La construction d'une structure d'accueil avec crèche, garderie et centre d'études est également prévue dans le cadre du nouveau complexe scolaire devant se situer entre Bertrange et Mamer.

D'un point de vue politique, la construction des Ecoles européennes constitue une contrepartie indispensable de la politique européenne, tout Etat devant veiller à la scolarisation des enfants sur son territoire. De plus, la construction des Ecoles européennes constitue une contrepartie nécessaire de la politique de siège européen.

Quant au financement du Centre polyvalent de l'enfance, il convient de souligner que le Luxembourg n'est pas tenu par une mise à disposition gratuite de ces infrastructures. Les frais de construction de Centres polyvalents de l'enfance sont ainsi à charge des institutions européennes mais font l'objet d'un préfinancement par l'Etat.

De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 15.950.000 Euro beim Bauindex vum 1. Februar 2007 chiffréiert. Wat d'Entretiens- an d'Consommationsskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou ginn déi pro Joer op 450.000 Euro geschat.

Bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioune all de Remarquen an de Suggestiounen vum Statsot Rechnung gedroen an op Nofro vum Statsot konnt erläutert ginn, datt déi Fläch vun de bestehenden Infrastrukture sech op 7.000 m² beleeft, wougeint den neie Projekt mat 5.950 m² auskénnt, also mat 15% manner, well den Neibau eng besser Flächennutzung erlaabt.

De Statsot huet und dofir plädéiert, datt systematesch bei all neiem Bauprojet en Audit iwwert d'Energie an d'Enwelt gemaach gëtt, am Senn vun enger gréisserer Transparency fir d'Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach euer Mercien ausdeelen, un einschter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioune, mä och un den Här Bauteminister a seng Verwaltung souwéi un d'Membere vun der Bautekommissioune fir déi konstruktiv Zesummenaabech vun dësem Dossier. Ech ginn heimat an den Accord vun der CSV-Fraktioune zum virleende Projet.

Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Ar Opniersksamkeet.

»» Plusieurs voix - Très bien.

»» M. le Président - Merci, Madame Rapportrice. D'Madame Brasseur huet d'Wuert elo fir d'DP-Fraktioune.

Discussion générale

»» Mme Anne Brasseur (DP) - Här President, ech gi ganz gären den Accord vun der DP-Fraktioune, an der Madame Rapportrice. Henn Rapport ass násicht báziefügen.

Ech hätt just eng Fro un den Här Minister ze stellen. Déi Terrainen, wou bis ewell déi Ateliéren drop waren, leie matzen, wéi d'Madame Rapportrice dat gesot huet, an engem Wunnquarter vun der Stad Lëtzembourg, an zwar am Kräizgründchen an op der Areler Strooss, an ech wår frou ze héiere wat d'Regierung gedenkt mat deenen Terrainen dann ze maachen, wann eng Kéier déi nei Lokalitéité gebaut sinn.

Ech soen lech Merci.

»» M. le Président - Merci, Madame Brasseur. Den Här Diederich.

»» M. Fernand Diederich (LSAP) - Merci och der Madame Rapportrice. Si ass op déi Punkten all agaangen, déi och an der Kommissioune traiteert gi sinn. Et war alles komplett an ech kann und den Accord vun eiser Partei ginn.

»» M. le Président - Madame Loschetter.

»» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) - Här President, mir stëmmen deem Projet och zou a soen der Madame Andrich Merci fir hire Rapport.

»» M. le Président - D'Regierung, den Här Minister Claude Wiseler, huet d'Wuert.

»» M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics - Merci, Här President. Ech soe Merci fir déi grouss Zoustëmmung fir dee Projet.

Op déi Fro, déi d'Madame Brasseur gestallt huet, wéll ech soen, datt mer momentan nach net eng definitiv Décisioun geholl hunn, wat d'Utilisatioun vun deenen Terrainen, déi uewen op der Areler Strooss, énnēn am Val Ste-Croix sinn, ueget. Et gëtt awer sécherlech eng Fonctioun, déi an dem Quartier, esou wéi et eto do besteedt an ém dat wat ronderën existéiert, wäert sinn. Mir hunn déi Bauzäit, déi mer hei brauchen, dräi Joer vun hei aus, sécherlech nach Zäit, fir genau ze definéieren wat dohinner kénnt, mä et ass evident, datt et an de Quartier, an d'Fonctionnalitéit, déi do am Quartier ass, muss a wäert erapassen.

»» M. le Président - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5744 ass eestëmmeg uge-holl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Ganterne-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castelnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castelnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentement)

Dann ass et esou décidément.

(Interruption)

Mir checken dat nach eng Kéier, mä wann ech d'Presenzen hebanne gesinn, da kéisst et mat 50 ongefíer klappen.

(Interruption)

Domat geet et net eraus? Mir kucken dat no.

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi vun haut de Mëtting, dem Bau vun engen zweeter Europaschoul zu Bartreng. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Sauber.

2. 5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/ Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

Rapport de la Commission des Travaux publics

»» M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet vun der zweeter Europaschoul handelt et sech ém een décken Dossier. En Dossier, deem och komplett ass. En Dossier, wou och d'Plang mat dobai sinn. Émmerhin, wann den Document parlementaire kuckt, da läit d'Ziel vun den Ennerlagen, déi mer zur Diskussioune haten, ronn bei 74 Säiten.

Ech wéll bei déser Geleéneéheit, Här Minister, lech mat op de Wee ginn Åre Mataarbechter allegueren ze félicitéieren fir déi voluminéen an detailliéert Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. All Respect! Well deen Dossier awer esou gutt ass, wäert ech mech och hidden hei a sämtlech Detailler anzeiggen an ech verweisen dofir op de schréf-leche Rapport respektiv op den Dossier selwer, den Document parlementaire 5763, fir déjéineg, déi méi Detailler wéllen hunn, an ech beschränke mech hei op déi wesentlech Aspekte, déi an der Kommissioune behandelld gi sinn.

Vlächst direkt emol eng Fro virus: Firwat eng zweet Europaschoul? Um Kierchberg hu mer Europaschoule stoen, Gebaier stoen, déi an der Konzeptioun fir 3.600 Schüler geplant waren. Haut sinn awer praktesch 4.200 Schüler an deren Gebaier, esou dat eng provisoresch Lösung 2004 mat engem Village pédagogique foont ginn ass, dat Ganz bedéngt, well ébe méi Nofro do war, awer och bedéngt dodurch, well eben d'EU méi grouss giinn ass a méi Leit op Lëtzembourg komm sinn.

Elo ass en Zousatzbedarf vu ronn 3.000 Unitéiten do, wouwun d'Spillschoul soll 420 Kanner kréien, 1.050 am Primary, 1.600 am Secondeire. Esou wäit fir de Schoulbedarf. An dann ass nach gefrot ginn, fir eng Struc-ture d'accueil ze maachen, dat géif hee-schen eng Crèche an e Centre d'études;

dat Ganzt an engem Centre polyvalent de l'enfance.

Politesch gesinn, ass de Bau eng nouwendeg Géigeleeschitung vun engem Land, wat en Europaséit huet, esou datt och dat Land eng Verlichtung huet fir d'Scolari-satioun vun de Kanner vun dése Leit.

Juristesches ass den Origine 1971 gewiescht, wou en Accord de siège téschent der Ré-gierung an dem Conseil supérieur des écoles européennes gemaach ginn ass. Deen Accord ass den 18. Februar 1975 Ge-setz ginn. Laut désem Accord verlicht d'Regierung sech der Europaschoul déi Ge-baier fir d'Schoul zur Verfügung ze setzen, an zwar gratis, wou allerdiéngs d'Frais de fonctionnement net abegräff sinn. Dat do bezitt sech also eleng op d'Europaschoul selwer an net op de Centre polyvalent de l'enfance.

Vlächst ass et och interessant historesch drop hinweisen, datt an Europa déi éischt Europaschoul iwwerhaapt hei zu Lëtzembourg opgaangen ass, an zwar 1957, déi am Fong resultéiert aus dähr Schoul, déi d'CECA 1953 op de Wee bruecht hat. Haut sinn europawàt ronn 14 Schoulen, déi lafen. An deene Schoule sinn hei zu Lëtzembourg d'Kanner an d'Schüler vun den Fonction-naires an den Europa-Agenten, plus dann och eng Partie Kanner, déi op individuelle Basis ageschriwwen sinn. Do handelt et sech ém d'Diplomatekanner respektiv d'Kanner vu Leit, déi an den auslänneschen Entreprise schaffen. Dunn ass allerdiéngs, wéi d'Plaz méi rar ginn ass, eng Selektioun gemaach ginn an deem Senn, datt läit d' zweet Kategorie net méi an deem do Mooss konnt zougoellooss ginn.

De Centre polyvalent de l'enfance ass vun den Institutions européennes gefrot ginn. Déi Struktur vun der Europaschoul N°2 soll dann och dëse Centre matbegräffen. Dóurchen kënnen eng Partie Aspurerge gemaach ginn, well do Synergie méiglech sinn. De Finanzement, an dat ass d'Differenz vis-à-vis vun deem éischten, ass à charge vun den Institutions européennes. Mä de Finan-zement gëtt prefinanziéiert vun der Lëtz-eburger Regierung.

Wou soll gebaut ginn? Op dem Territoire vun de Gemenge Bartreng a Mamer. An dat mam Accord vum Conseil supérieur des écoles européennes. Wou ech hei bei déser Geleéneéheit och wéll drop hiweisen, datt mat deenen zessumme vill geschwatt gëfft fir d'Konzeptioun, fir d'Detailplanung an esou virun, esou datt all déi Démarchen, déi do gemaach gi sinn, praktesch ofgeschwatt sinn.

D'Fro huet sech och an der Kommissioune gestallt: Firwat net um Kierchberg bauen? D'Antwerten dodrop waren deelweis aus dem Exposé des motifs, mä kommen deelweis och aus den Antwerten vum Minister. Well eben um Kierchberg keng gëelegant Plaz méi ass fir d'Europaschoul hinze-setzen, mä awer och aus der Iddi vun der Dezentralisation vun der Schoul eraus. Et soll nämlech och vermidde ginn, datt eng Iwwerkonzentratior, oder wann en et esou wéll huelen, eng "Ghettoisierung" hei dorch ze vill Schoule beineene kéisst kommen. Doriwuer eraus ass och e regio-naalt Entgëtikommen an d'Af'gaesaft ginn, datt déi Leit vun dähr anerer Säit vun der Stad och méi Facilitéiten hätten.

Bartreng a Mamer. Fir d'éischt war de gréisten Deel zu Mamer geplant, an ee klenzen zu Bartreng. Dono ass aver eng Verschiebung komm, wou de gréisten Deel eriwwergeréckelt ass op Bartreng. Souwàit wéi mer dat matkrift oder matgedéckt knitt hunn, sinn och Reklassementer de Moment amgaang. Och d'Problematik vum Accès vun deenen Terrainen gëtt mat den entspriechende Gemengen diskutéiert.

Déi Superficie, wou dee ganze Komplex soll gebaut ginn, ass 15 ha, plus 5 ha Reserv-derbäi.

Wat soll gebaut ginn? Do ass e Concours d'architectes gewiescht, deen e Lëtzebuerger Architektébüro an zwar de Michel Petit gewonnen huet, zessumme mat Schilling Planung vu Köln. Ech mengen, hei hu mer och eng Unerkennung fir d'Qualitéit vun de Lëtzebuerger Architekten, déi sech da bei esou engem groussen Projet och éenne Bewiess kënnen stellen, zemoools well den Terrain net onbedéngt einfach sinn.

Et ass gelongen eng Architekturkonzeptioun an dee gesamte Bautekomplex ze bréngen, déi souwuel den Landschaftsbild, mä awer och den Uferderung vun Environnement gerecht gëtt. Ganz bescheiden den huet den Architekt mer eng Kéier, wéi ech hie gefrot hunn: „Wat hüsses De der ge-duecht, wéi dat dote gebaut gëtt?“, gesot: „Et ass am Fong ganz einfach, mir hu sechs Gebaier ronderën Gaart gebaut.“

Wann et esou einfach gewiescht wärt Ém-herin ass dee gréissere Schoulkomplex fir Kanner a fir kleng Kanner, deen och nach deene besonneschen Uferderung vun enger Europaschoul muss Rechnung droen, mat allem drum und dran - wéi een dat dann esou seet -, plus Parking, plus Zirkulations-infrastruktur. Dat Ganzt ass zweifellos eng Eerausforderung.

Besonnesch ervirgeheweun, souwuel vum Conseil d'Etat wéi och vun der Chambers-komission, ass de Concept énergétique, déi hei zum Droe kommt ass. An zwar hu mer wuel e Standardkonzept fir d'Schoulen, mä deen heite Projet geet iwwert deen. D'Recherche ass méi wäit pousséiert gi mam Objektiv, fir eben e minimalen Energieverbrauch ze kréien, mat engem maxi-malem Confort, fir technesch Installatiounen op e Minimum ze beschränken, esou datt d'Entretienskäschte relativ kleng kénne gehale ginn. Also esou wéineg wéi méiglech Energieverbrauch.

An zwar kéisst de Berechnungen no déi Konzeptioun eraus op déesselwechten Energieverbrauch, wéi mer en hu bei Niddregener-giehaiser. An dat geet relativ wäit. D'Produktioun vun der Héitzt gëtt gemaach dorch eng Holzhackschnitzelzanlag, déi 85% vun Besoin soll ofdeelen, a mat engem Gas-heizung fir d'Spëtzen ofzedecken.

Den Transport en commun ass an der Pla-nung mat agebonnen. Autobus an Zuch-lafen à charge vun der Regierung. D'Organisa-tioun vun Transport, wéi déi eenzel-Saache sollen organiséiert ginn, dat läit am Beräich vun Transportminister.

D'Konzeptioun, wat den Accès vum Site ubelaangt: Stroossen, Vélo, zu Fouss. Ech mengen, déi Thème sinn alleguer mat berücksichteg a gutt studéiert ginn.

Vlächst eng Ziffer. Den Terrassement, fir lech eng Iddi ze ginn, begräfft 285.000 m³. Dat ass schonn eng Mass. Vun deem dole sol- len der 150.000 um Terrain stockéiert ginn. De Préis beim Bauindex vun elo: 237 Mil-lionen Euro. Also och kee Pappstell. De Verbrauch an den Entretien soll pro Joer och ronn 4.5 Milliounen kaschten. Dat ass vlächst eng interessant Ziffer. Finanzement, wéi gesot, iwwert d'Loi de garantie; d'Ge-setz vum 13. Abréll 1970.

De Conseil d'Etat gëtt den O.K. zum Projet. Hien énersträcht och de Concept énergétique an écologique, an hie bréngt ver-schidde Suggestiounen, déi textueller Natur sinn, déi d'Kommissioun dann och berück-sichteg huet.

D'Kommissiounen selwer; verschidde Datumen: De Minister Claude Wiseler huet den 30. August vun désem Joer de Projet dépô-siéiert. Den Avís vum Conseil d'Etat war den 9. Oktober do - fir emol eng Kéier drop hin-zeweise wéi seier, datt dat ka goen. An der Sitzung vum 22. Oktober en présence vum Minister ass den Projet exposéiert an disku-tiéiert ginn. Ech sinn als Rapporteur desi-gniéiert ginn. De 14.11. ass den Projet vun der Kommissioun majoritär akzeptéiert ginn.

Déi Froen, déi gestallt si ginn, konnte vum Minister beäntwert ginn. Énnert deenen dote Konditiounen ass zréckbehale ginn, datt et nun eemol eng Nécessitéit ass, fir déi Schoul ze bauen, datt et och eng Obliga-tioun ass, juristesches gesinn. Den Empla-cement Bartreng a Mamer ass majoritär och akzeptéiert ginn. An den Devis respektiv de Finanzement iwwert d'Loi de garantie ass O.K., esou dass d'Kommissioun da recom-mandéiert de Projet comme tel ze stëmmen. Ech bréngt heimat och den Accord vun der CSV.

Merci.

»» Plusieurs voix - Très bien!

»» M. le Président - Merci, Här Rapporteur. D'Madame Brasseur ass ageschriwwen fir de liberale Grupp.

Discussion générale

»» Mme Anne Brasseur (DP) - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéisst an hei soen: Endlech, endlech ass de Projet esou wäit fir eng zweet Europaschoul zu Lëtzembourg ze bauen! Eng Obligation, déi mir als Lëtzebuerger Stat vis-à-vis vun den europäischen Institutounen hunn. Sait Jore wésser mer, dass déi bestehend Infra-struktur um Kierchberg vill ze kleng ass an aus allen Néit bascht. Et huet aver enor meang gedauert, bis mer e Site foont hunn.

A wann ech soen endlech, da kéisst ee sech jo freeën, mä d'Diskussioun vum Site ass och eng Diskussioun, déi hau nach héich Welle schleit. Well wann een e Site sieht fir eng Schoul, dann ass dat ganz schwierig, well dat gëtt net vun alle Leit begréisst. Ech wéll drun erënneren, dass uganks vum Joer 2000-2001 eng ganz Rei vu Leit aus der Europaschoul e Site wollten. D'éi eng wollten en um Kierchberg, déi aner wollten en östlech vun der Stad, déi aner westlech vun

Jeudi,
22 novembre 2007

11

der Stad. Et huet doven ofgehaang, wou d'Leit gewunnt hunn.

Du koum och de Plan sectoriel, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn an dee laang an der Maach war, mä da kommen ech zur Konklusiou, a géschter hu mer jo och iwwert den IVL geschwat, wat IVL-kompatibel ass, wéi déi Plans sectoriels sinn. Fir kënnen eppes ze bauen, brauch een en Terrain. Mir kënne Plans sectoriels etabléieren, nach brauche mer en Terrain!

Ech erënneren un déi Debatt, déi mer bei Ettelbréck hate fir en neie Lycée an der Nordstad, wou lerpeldeng wirklech e gëeegenen Terrain war. Nach huet deen Terrain dem Stat net gehéiert an e krut en net se kafen, esou dass elo an anere Site erausgesicht ginn ass, deen net genee dem Plan sectoriel entsprécht. Et kann ee sech eppes wünschen, mä op dár anerer Sait muss un aver d'Realität kucken. Hei bei der Europaschoul ass et d'selwecht.

Déi meescht Eltere vun der Europaschoul hätte selbsterständlech gären d'Schoul no bei hirer Aarbechtsplatz gehat, dat heesch, um Kierchberg. De Stat hat déi Zäit an huet haut, wa meng Renseignement richteg sinn, aver net genuch Terrainen disponibel, fir déi Schoul zu Mamer ze machen, mengen ech, awer e gudde Choix, e Choix, deen och vum Conseil supérieur vun den Europa-schoule guttgeheesch ginn ass.

Wat de Programm ass, wat an déi Schoul kënnst, dat ass net de Létzebuerger Stat, deen dat décideert, mä et ass de Conseil supérieur vun den Europaschoulen, an et ass d'Létzebuerger Regierung, déi dann e Projet ausschafft, an d'Chamber gëtt dann den Accord fir die Projet auszeféieren.

Ech fannen de Site an dár Hisicht gutt, well en no bei der Zuchlinn ass. Et ass extra eng Gare aménagéiert gi fir de Mamer Lycée, esou dass een do awer en Accès iwwert d'Schinn huet, an dann huet een och de Mamer Lycée nobäi. Ech kéint mer virstellen oder ech wünsche mer op jidde Fall, dass et do zu Syngéri kënnst téschent deenen zwou Schoulen.

Well nach eng Remarque, an dat huet násicht mam Bau ze dinn, dat huet ze di mat der Organisatioun vun der Europaschoul. Ech fannen et schued, dass d'Europaschoul an ons Létzebuerger Schoulen net genuch matene schaffen, an dass et net genuch Kontakt gëtt téschent de Schüler vun der Europaschoul mat de Schüler aus de Létzebuerger Schoulen. Well wann ee vu Europa schwätz, dann ass et och d'Integratioun an dat Land, an deem déi Kanner dee Moment sinn, an ech erhoffe mer, dass duerch de Lycée, duerch d'Proximitéit vun Lycée Josy Barthel zu Mamer et do zu méi Kooperatioun kënnst. Den Transport, dee kéint en Ufank sinn.

Op jidde Fall sinn ech frou, dass et endlech esou wält ass, an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu désem Projet.

Merci.

»» Pluseurs voix.- Très bien!

»» M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorabelen Här Negri d'Wuert.

»» M. Roger Negri (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer weider hei zu Létzebuerger europäesch Institutione behale wéllsen, als eng vun deenen dräi Haaptstied vun der Europäescher Union niewent Bréissel a Stroossburg - an dat welle mer als LSAP zu 100% -, da musse mer och deene Leit, déi aus deenen anere 26 Memberlänner vun der EU kommen, en optimaal Émfeld fir si an hir Familljen hei zu Létzebuerger ubidden. Wéi mer scho sált Laangem wéissen, platzt déi bestehend Europaschoul um Kierchberg aus allen Néit an eng zweet Europaschoul ass dréngend noutwendeg. Dést geschitt haut mam Vote iwwert de Projet de loi 5763, wou ech dem Rapporteur, dem Kolleg Marcel Sauber, Merci sofir sáin excellente schréitlechen a mëndleche Rapport.

Déi neit zweet Europaschoul ass e grosse Projet fir 3.000 Schulerinnen a Schüler an 330 Professorinnen a Professeren an Encadrementspersonal. Et ass geduecht fir d'Kanner vun klengen Alter u bis zum Bac op deem Campus ze versuergen. Dofir begäift de Projet niewent deenen übleche Schoulinfrastrukturen eng Crèche, eng Garderie an e Centre d'études fir Hausaufgaben an esou weider ze maache fir am ganzen 800 Kanner, wou se virun an no der Schoul higoe kënnen an hir Eltere wéissen, dass se pedagogesch gutt betreut sinn.

Do derniewent besteeft den Europa-Campus nach aus fénnef anere Gebailechkeeten, wéi e polyvalent Gebai mat Restaurant a Festsaal, deen direkt un d'Busgare uge-

schluss ginn ass, e Sportskomplex mat Sportshalen a Schwämm, eng Spillschoul, eng Primärschoul an eng Sekundarschoul.

Déi zweet Europaschoul gëtt téschent Bartreng a Mamer gebaut, niewent dem neie Lycée Josy Barthel. Déi Standauerwiel ass aus IVL-Siicht absolut ze begrissen, well déi nei Europaschoul direkt un dár fonkelneier, moderner Gare téschent Mamer a Bartreng läit, déi virun e puer Joer fir de Mamer Lycée gebaut ginn ass an elo natierlech mët optimal ka genotzt ginn, am Senn vun engem besserem "modal split" zu Gonscze vum öffentlechen Transport. An némmen néng Minuten ass een iwwregens vun désem Zucharrétt op der Létzebuerger Gare.

Déi nei Europaschoul selwer gëtt och no deenen, neisten ekologeschen Erkenntnisser héchst energieeffizient gebaut, wéi mer dat och net aneschters erwaart hunn. Aus Capacitéitsgrénn war et net méiglech, d'Europaschoul un de Réseau urbain vun der Mamer Kogeneratioun fir öffentlechen Gebaier vu Mamer zentralhänken, wéi dat senzerétt man Mamer Lycée Josy Barthel geramaach ginn ass. Ech wéll déni Bauteaminister félicitiéiere fir eng Décision, d'Europaschoul primär mat regenerativer Energie ze bedreiwen, námlech enger Holzhackschnitzelanlag. De Mamer Fierscher huet eins an deem Senn nach d'lescht Woch verséchert, dass d'Zoufuer vum Holz fir déi nei Europaschoul ronderém aus de Béscher vun de Gemenge Mamer, Bartreng a Stroosse kënnt.

Och am Beräich vun der Mobilité douce läit déi nei Europaschoul optimal, läit se dach direkt um Vélo-Nationalwee PC13. Domat hunn d'Kanner eng optimal Méiglechkeet, aus den Nopeschgmengen ouni Problem mam Vélo an déi nei Europaschoul ze fueren.

Här President, déi nei Europaschoul ze summe mat dem Mamer Lycée Josy Barthel wäert um sozialen an um kulturellen Niveau eng Plus-value duerstelle fir d'Gemenge Bartreng a Mamer an awer och insgesamt fir de Weste vum Land am Kanton Capellen. Zu Mamer wunneren de Moment ronn 46% Netltézbuerger aus 62 verschidnen Nationalitéiten. Bei eins wunneren elo scho ganz vill Fonctionnaires, souwuel vun den EU-Vervaltungen wéi vun der Finanzplaz Létzebuerger. Déi nei Europaschoul wäert deem nach e weidere Schub ginn.

Mir sinn och am Kader vum Pacte «logement», schonn amgaang, zusätzleche Wunnraum ze schafen, fir dem Prinzip vum IVL an all senge Facetté gerecht ze ginn. Déi ronn 3.500 Leit an der neier Europaschoul...

(Brouaha et coups de cloche de la Présidence)

...mat deene ronn 1.500 Leit vum Lycée Josy Barthel wäerten deemo hiren ekonomeschen Impakt op de Patrimoine vun de Gemenge Bartreng a Mamer hunn.

»» M. le Président.- Här Glesener!

»» M. Roger Negri (LSAP).- D'Desserte vun der Europaschoul geschitt exklusiv iwwert d'Nationalstrooss N6 an Tosseberg, an zwar engersäts wann ee vu Létzebuerger a Bartreng kënnst mat engen Bréck, eng sogenannte Fly-over iwwert d'N6 an der grousser Keier am Tosseberg direkt a Richtung Europaschoul. Dést fir de bestehende Rond-point Tosseberg net zie iwwerlaaschte fir déi Leit, déi op Mamer an dorwuereraus fueren. Anerersäts fiert den Trafic vu Mamer aus a Richtung Létzebuerger an engem Tunnel laanscht de Rond-point Tosseberg, fir deen alltägleche Stau op déser Plaza décomprémisse.

Am Dag zirkuléieren op deem gesamte Campus 5.000 Leit. Dat gëtt e Quantesprong an der Verkéiersproblematik. Mä zu Mamer si mer houfreg op déi nei Europaschoul, fir domat eis national, voire europäesch Responsabilitéit ze iwwerhaussen. Zu Mamer ziele mer, Här Bauteaminister, op Äert Engagement fir elo déi genannte Stroossinfrastrukture souwuel vu Létzebuerger wéi vu Mamer aus zäitgläch mam Bau vun der Europaschoul ze bauen. Esou kënnen námlech zäitgläch mat der Mise en service vun der neier Europaschoul och dës Stroossinfrastrukturen a Betrib goen. Dést ass eng Conditiou sine qua non fir de Stau am Stroosseverkéier tant soit peu am Gréff ze behalen an domat d'Liewensqualitéit vun de Leit ze erhalten. Dofir wär ech frou, Här Minister, wann Der eis dést herno konfirméiere këint.

Här President, mam Vote vun engger zweeter Europaschoul hoffe mir de Standauer Létzebuerger a Saachen EU-Institutionen ze konolidéieren, well némme wa Beamtinnen de Beamtien aus deenen anere 26 EU-Memberstate wéissen, dass hir Kanner hei zu Létzebuerger zu Mamer gutt versuerget si währ-

rend der Schoulzäit an och dorriwwer eraus, kënnst mer dervun ausgoen, dass déi Leit, déi hei zu Létzebuerger all Dag fir Europa schaffen, och bei eis zefridje sinn an domat hélfle Reklamm maachen, fir hei zu Létzebuerger ze bleiwen, a mer esou eis Importenz an der EU weider behalen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktionen zur zweeter Europaschoul zu Mamer a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

»» Plusieurs voix.- Très bien.

»» M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Madame Loschetter huet elo d'Wuert.

»» Mme Viviane Loschetter (DÉGRÉNG).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, kee stellt - och déi géng Fraktion - d'Nécessitéit vum Bau vun der zweeter Europaschoul a Fro. Et ass e wichtegen an en noutwendige Projekt. Et stëmmt och, datt dése Projet urgent gëtt vu vu den steigerend Zuel vun de Kanner a Jugendlechen, déi énnert d'Kritäre falen an déi Utrecht hunn esou eng Schoul ze fréquentéieren.

1999 huet d'Commission d'Analyse critique vum Travaux-publique-s-Ministère bekannt ginn, dat kee Site um Kierchberg disponibel wier. Dunn huet de Groupe sectoriel "Lycées" proposéiert déi zweet Europaschoul op Mamer ze bauen.

Am Joer 2001 huet déi deemoleg Regierung dem Conseil supérieur des écoles européennes de Site zu Mamer proposéiert. D'Kritäre fir de Choix vum Site zu Mamer, esou stéet et och am Exposé des motifs, sinn: 1. Zäitgrénn, also Zäitdrock; 2. den Terrain war do, e war disponibel a war och adaptéiert; an 3. et war eng Existenz do vun enger Gare, dat heesch, den öffentlechen Transport.

Haut am Joer 2007 stëmmt mer e Bauprojet, esou wéi d'Obligation vun engem Pays hôte dést virgesait. An dár neier Schoul si virgesinn: eng ronn 500 Kanner, déi an d'Crèche ginn, dat heesch Puppelcher; 420 Kanner an der Maternelle; 1.050 Kanner an der Primärschoul, a 1.600 Kanner oder éischter Jugendlecher am Postprimaria, dat heesch am Lycée. Eng ronn 3.000 Kanner a Jugendlecher a ronn 300 Erwuessener, déi fir den Encadrement an de Fonctionnement vun der Schoul surgen.

Mir wéll uns och hei net ze vili an dem Konflikt, betreffend déi horizontal oder vertikal Opdeelung, weider äusseren. Et ass vili dorriwwer debatéiert ginn déi lescht Joren. Béid Alternativen hätte Vir-an Nodeeler mat sech bruecht, an de Conseil supérieur des écoles européennes, wou all Acteur dra vertrueden ass, huet du schlussendlech tranchéiert.

Mir denken, dat de Bauprojet vun der Schoul en interessanten a flotte Projet ass. Et gëtt mat Sécherheet fir d'Kanner a Jugendlecher, déi dohiner kommen, eng flott Schoul an e flott Zesummeliewen an engem flotten Environment.

Mir hunn awer déi gréisste Bedenke wat déi létzebuerger Décisionen ubelaangen. An zwar éischents wat de Site selwer ueberlaagt, an zweetens wat d'Infrastructures de transport ubelaagt.

Zum Site. Mir hu Bedenken, ob dése Site landesplaneresch eng gutt Léisung ass. Ech erënneren drun, dat de Programme directeur, Mamer eigentlech net als Centre commercial ugesait an dohri och schonn de Josy-Barthel-Lycée zu Mamer als net déi optimal Léisung ugesinn huet. De Centre régional vun dár Géigend do ass éischter Stengefort an net Mamer; just fir e klenge Rappel ze machen.

Sécherlech ass de Projet IVL - mir hate jo géschter schonn driwwer Rieds - am Fréijoer 2004 vun der deemoleger Regierung presentéiert ginn, a sécher war du schonn e Bau vun dár zweeter Europaschoul zu Mamer visagéiert. Nawell stëmmt op deem Punkt mam aktuelle Programm vun der Schoul, esou wéi en haut soll gebaut ginn, mat dår Populatioun, déi do soll dräkommen, d'Landesplanung mat der Organisatioun vun der Mobilitéit, sprich vum öffentlechen Transport, net iwwerrennen. Dëse Site erlaabt et net dése Programm, wéi mir en haut virleien hunn, optimal an eng Landesplanung mat ze intégréieren, ouni datt mer considérabel Nuisance schaffen.

De Bau vun der zweeter Europaschoul zu Mamer gëtt wuel am Plan sectoriel "Lycées" 2003 ernimmt, an zwar eenen ziffrigen Argument: Urgence. Dat heesch, et ass also haapsächlech aus Zäitdrock, a well déi deemoleg Regierung den Terrain zu Mamer als adaptéiert considéréiert huet, datt mer haut dése Projet de loi esou presentéiert kreien.

Dofir bedauere mir, datt déi Regierung en connaissance de cause, en connaissance

vum Programm, deen an déser Schoul soll ofgewéckelt ginn, sech net landesplaneresch organiséiert huet. Do wier wahrscheinlech e Choix vun engem anere Site noutwendig gewiescht mat alle Konsequenzen. Ech ginn et gär zou. Mä ech woll awer just emol d'logesch Iwwerleeunge vun esouwel engem Programme directeur vun engem IVL, vun engem Plan sectoriel "Lycées" a vun enger Mobilitéitsorganisation huet interpretéieren.

Zum zweeten Punkt, an dee gehéiert dozou: d'Infrastructures de transport, déi an désem Projet de loi mat ronn 20 Milliounen Euro zu Buch schloen. Mir si schockéiert iwwert déi Moossnamen, déi envisagéiert ginn, fir niet dem öffentlechen Transport, der Mobilité douce an och nach substanziell Ausgaben a Stroossebauten ze investéieren.

Wien huet déi Rechnung gemaach, datt zousätzlech 1.000 Autoen al Dag am Stroosseverkéier wäerde sinn? Wien huet ausgerechent, datt 1.000 Autoen all Dag op dése Schoulsite wäerde kommen? Kann de Minister eins soe vivill Jugendlecher, vivill Leit huet schonn am Lycée Josy Barthel mam öffentlechen Transport fuere respektiv net mam öffentlechen Transport fuere? Wann dat jo e Kritär war, fir dohinner en zweete Lycée ze bauen, misst jo eigentlech den "modal split" oder den Taux vun deene Leit, déi mam öffentlechen Transport kommen, zimlech héich sinn.

Natiérlech kënnst mer eins och virstellen - och mir -, datt déi 105 Puppelcher mam Auto an d'Crèche gefouert ginn, an och eventuell eng Partie vun deene 420 Kanner aus der Spillschoul. Néanmoins war an der Elaborationsphas vum Projet de loi den Transportministère och vertrueden.

D'Kapitel 7.1. vum Projet de loi beschreift am Detail d'Organisation vum öffentlechen Transport. Ech wéll lech iker zu kuerzen Extrat ziteieren: «En vertu de la loi modifiée (...) sur les transports publics, le Ministère des Transports assure la responsabilité pour tous les transports réguliers organisés par les soins de ses services et dépassant la limite du territoire d'une seule commune. Quant aux modalités de l'organisation des transports spécifiques pour l'École européenne (...), il y aura lieu d'en définir les besoins réels au niveau des horaires et des tracés à partir du moment où les détails y relatifs seront suffisamment connus. Il est entendu que l'organisation des transports en commun sera préparée en étroite collaboration avec la Direction et avec l'Association des Parents d'Elèves de l'École européenne. Il est également souhaitable que le fonctionnement de ce transport puisse s'intégrer dans le réseau actuel des lignes publiques nationales.» Mir kënnen deem némnen zoustemmen.

Doriwwer eraus sinn och am Projet de loi eng ganz Rei - dat ass ganz echt, dat ass scho bal wéi e Renseignement - vun öffentlechen Transportlinnen opgéléscht, déi op der Nationale 6 laanscht de Lycée fueren, an dár enger Richtung oder an dár anerer Richtung. Och si speziell Navett virgesinn, fir d'Schüler an d'Schülerinnen op verschidde Punkten an de Stader Quartieren ze bréngen.

Dofir versti mer net, Här President, firwat am nächste Kapitel 7.2. d'Noutwendegkeet vun - an ech ziteieren - «des raccords permanents à la route nationale N6» virgesinn. An dëst si keng kleng Aarbechten. En neie Giratoire gëtt gebaut, dee rattachéiert ass un e Fly-over, e Bypass énnerterdesch beim bestehende Giratoire, eng nei Strooss tésscht dem aktuelle Giratoire, an en nei Giratoire duerch de Park. De Représentant vum Mamer Schäfferot huet dat nieft der Gare, nieft dem öffentlechen Transport als total IVL-kompatibel genannt. Mir gesinn dat anescht.

»» Une voix.- Wéi gesitt Der et dann?

»» Mme Viviane Loschetter (DÉGRÉNG).- Fir dës Aarbechten, ze realiséieren, notamment den énnerterdesch Bypass, müssen dann och zousätzlech Aarbechte gemaach ginn; schonn némme fir de Giratoire. De Reewaasserréseau muss verluecht ginn. D'Baach tésscht dem Park an der Vallée de Mamer muss verluecht ginn. De Réseau vum Ofwaasser vum Lycée Josy Barthel muss verluecht ginn. De Gasréseau vun der Sotec tésscht dem Tosseberg a

Mamer muss och verluecht ginn. Ausserdeem mussen eng Rei Beem émgehae ginn - bon, dat geschitt alt -, déi dann iwwert de Wee vu Mesures compensatoires ersetzt ginn.

Mir denken, datt wa mer dës Aarbechte realiséieren, encouragéiere mer, dat ass kloer, wierklich esou vill Mënsche wéi méiglech mam Auto an deen neie Lycée ze kommen. Dëst ass kontraproduktiv a sénnlos par rapport zu de Mesuren am Kapitel virdrun, 7.1. betreffend d'Organisation vum öffentlechen Transport, an et ass mat Sécherheet contrarie zum berühmten IVL!

A wéi wéllt Dir herno dës Mesuren an de Plan sectoriel „Transports“ aplangen an argumentéieren? Mir ginn hei 20 Milliouinen Euro aus fir dem Zousaz un Trafic, deen an de Spëtzestonne kéint entstoen, eventuell virzegräffen. Dëst obwuel mer eng Gare hunn an eng geplangte performant Organisatioun vum öffentlechen Transport a Schüllertransport énnert der Regie vum Transportministère. Hei hu mer alt erën - an dës Keier ass et scho bal e Musterbeispiel - déi Bewäis, datt dës Regierung duebelgleiseg fier.

Ech wéll och eppes soen zu dár Préoccupatioun, déi mir och hunn, déi scho vu menge Kollegée virdrun ausgedréckt ginn ass, námlech datt jiddfere haft, datt Synergien entstinn téşcent denge Lycée. Or, wann herno déi nei Europaschoul esou zesumme-gestalt gét wéi um Kierchberg, an dat ass och esou geplant; aus Sécherheitsgründ soll déi Schoul émzont ginn, esou datt déi Schüler, déi an der Europaschoul sinn, eigentlech guer net an dee gemeinsame Park kënnne kommen, an ausser am Zuch, wa sei den öffentlechen Transport huelen, net a Kontakt komme mat deene Schüler aus dem Lycée Josy Barthel.

Eng lescht Fro, déi ech och nach un de Minister hätt: Am Projet de loi ass och beschrifwen, datt duerch déi nei Strooss, déi duerch den aktuelle Park vum Lycée gebaut gëtt, et och méiglech gëtt, eventuell nach aner Gebaier dohinner ze bauen. Ass do schonn eppes virgesinn? Wéi eng Zort vu Gebaier kéint ee sech do virstellen?

Mir kënnnen aus deene Grénn net fir dëse Projet de loi stëmmen, obwuel mer begriissen, datt endlech de Bau vu der zweeter Europaschoul elo Réalitéit gëtt. Duerfir wäerte mir eis bei dësem Projet beim Vote enthalten.

»» Plusieurs voix.- Très bien.

»» M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Dann huet den Här Mehlen d'Wuert.

»» M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Fir et direkt virewechzehuelen: Mir sinn am Prinzip mam Bau vun déser Schoul d'accord, mä mir si mam Standuert net d'accord, an duerfir wäerte mir dëse Projet och net stëmmen.

»» Une voix.- Oh!

»» M. Robert Mehlen (ADR).- Dat hei ass en exemplairesch Beispill, datt Lëtzeburg émmer méi wéi Schilda funktionéiert. Net némmen, datt mir iwwerall do Tunnelle bauen, wou mer am Prinzip keng gebraucht hätten an eis domat all Misär vun der Welt oplueden, mit bauen an Schoule grad dohinner, wou se am Prinzip net higéhéieren. D'Madame Loschetter huet hei scho gesot, wat dat un zousätzlechem Verkéier wäert generéieren.

An da kann ee sech am Uschluss un déi Diskussion, déi gëschit hei war, froen, wat soll dat ganzt Gerids iwwer IVL, IVL-kompatibel, IVL émsetzen, wa leschtenenne de Contraire vun deem gemaach gëtt, wat de gesonde Mënscheverstand engem als Konklusioune aus dem IVL géif octroyéieren, námlech datt een Aarbecht a Wunnen a Schoul esou no wéi méiglech beeineen bréngt an domadder verhënnert, datt zou-sätzlech muttwéilles Verkéier generéiert gëtt. Genau dat geschitt awer hei.

Den europäeschen Zentrum ass um Kierchberg, dat brauch ech kengem ze soen. Déi meesch Leit schaffen douewen. Et sinn natierlech och Kanner vun Diplomaten, déi an déi Schoul giinn, an och nach etlech anerer. Märi wéssen awer, datt de Gros um Kierchberg schafft.

Wann een dann zréckkuckt, da weess een, datt mer viru laanger Zäit hei am Land e grosse Sträit haten, well douewe Leit enteegent gi sinn, géint all Rechtsprincipien, fir Terrainen ze hunn, fir d'europäesch Communautéiten do unzesiedelen. A wann een dann duerch den Text vum Projet de loi kuckt, op der Säit 15, an et muss ee liessen, ech zitéieren: «Déjà le 30 mars 1999, la Commission d'analyse critique auprès du Ministère des Travaux publics a retenu que plus aucun site n'était disponible au Kirchberg pour une extension de l'école européenne, de sorte qu'il fallait trouver un emplacement en dehors de la ville de Luxembourg», da kann een nach just de Kapp réselen!

Mir hunn douewen e risegen Terrain libéréert fir d'europäesch Communautéiten do unzesiedelen a mir stellen op eng Keier fest, mir hu keen Terrain méi disponibl fir déi zweet Schoul dohin ze setzen. Dat Argument, datt kee Ghetto soll douewe geschaféen, Här President, kann och net akzeptéieren, well d'Schoul huet jo leschtenenns mat der Usiedlung oder do wou d'Leit wunnen a mat der Duerchmëschungspolitik, déi ee jo awer ka bedreiwen an de Wunn-quartieren, násicht ze dinn. Dat ass elo un den Hoer erbäggezunn, fir de Choix vum Site ze rechtfertegen.

Déi éischt Schoul steet och douewen, an et ass sécher fir d'Familien zousätzlech Problemer geschaféen, wann een elo déi zweet Schoul op eng aner Platz setzt, wa se da Kanner hunn, wou déi d'Leit an déi eng Schoul ginn an déi aner an déi aner.

Da stellt d'Fro sech, wa mer den Terrain douewen hunn, an der Zäit war es jo genuch do, a mir hu jo an der leschter Legislaturperiode Diskussioune genuch drïwwer gehat, wat alles mat deenen Terrainen do geschitt ass, wou e fréiere Fonctionnaire, deen de Sous-titul hat „Buergermeeschter vum Kierchberg“, mat deenen Terrainen alles anescht gemaach huet, wéi dat, wat am Fong geholl am...

(Interruption)

Hie war op eng Keier énnergeduacht, mä ech mengen, dat hat och e bësse mat deene Geschäftere ze dinn, déi douewen um Kierchberg mat den Terrainé gemaach si ginn.

Et waren eng ganz Partie Terrainé wält énner Wäert u privat Promoteure verkäfft ginn, a mir mussen elo als Stat deieren Terrain op anere Pläzen érenkate goen. Dat ass skandalisant! Här Minister, ech hunn lech an der Kommissiou gefrot, wat den Terrain kascht hätt. Echhoffen, datt der hant eng Antwort op déi Fro do hutt.

Mir héieren hei, datt eleng fir déi Stroosseninfrastruktur 20 Milliouine müssen opge-wannt ginn. Ech hunn zwar gemengt, ech hätt beim Här Negri eraushéieren, datt dat un d'national Vélospist wäert ugeschloss ginn, datt elo all Mensch mam Vélo dohinner kéim. D'Regierung selwer schéngt awer net esou richtig drun ze gleewen, soss géif se net déi 20 Milliouinen Euro an eng zousätzlech Stroosseninfrastruktur investéieren.

Da gétt gesot, et läit jo och un der Schinn. Wann dat jo esou géif klappen, da wär dat jo och de Fall.

Ech soen lech just, wann - a mi sti jo eleng dat op eiser Iddi, datt ee soll den Zuch énnert der Stad erduerchlafé losse mat e puer Arréten an datselech um Kierchberg - Der de Projet géift émsetzen, da géift Der de Leit hire Problem vum öffentlechen Transport tatsächlech op eng effikass Aart a Weis léisen. A wann dann déi Schoul och dat sténg, dann hätt sougur déi Leit, déi zu Mamer wunnen, d'Méiglechkeet, mam Zuch mat hire Kanner bis op de Kierchberg ze kommen, se do an der Schoul ofzeginn an op hir Platz schaffen ze goen.

Dat hei ass Schilda héich 3 vu Planung! Et kascht de Stat d'Aen aus dem Kapp, an duerfir kënnne mir dësem Projet einfach eis Zoustémung net ginn.

Ech soen lech Merci.

»» M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Bauminister Claude Wiseler.

»» M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.- Merci, Här President. Dir kënn lech virstellen, datt ech déi Meenung vum Här Mehlen net deelen, an ech soen lech och elo firwat.

»» Une voix.- Très bien!

»» M. le Président.- Très bien.

»» M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.- Dat hei ass en ongewéinlichen Objet. Et ass e groussen Objet. Et ass en Objet, dee mer hei zu Lëtzeburg brauchen. Et ass en Objet, dee mer hei zu

Lëtzeburg schnell brauchen. Mir hunn och, fir deen Objet an deenen nächste Joren esou schnell wéi méiglech op den Terrain ze kréien, eng Rei ongewéinliche Procedüre gebraucht, well mer mengen, datt och schnell muss goen, a well de Besoin, bis 2011 e fäerdég ze hunn, do ass, well d'Rechnung vun der Europaschoul weisen, datt et 2011, no 2011 wierklich net méi um Kierchberg geet. Mir sinn also hei énnert Zäitdrock.

Mir hunn eng Rei Réunioun mat de Ge-menge gehat. Ech hu mech selwer an déi verschidde Gemengen vun der Bartramtreng a vu Mamer déi déi Problemer duerchzucken an hir Suergen ze kucken, déi se hu mat der Installatioun vun engem Schoul. Net wéinst der Schoul, mä wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Mir hunn och zesummen eng Prozedur gewielt, wat d'Prozedur vum POS ass. Plan d'Organisation des Sols, fir de Reklassement vun deenen Terrainen do ze maachen, fir et och énner enger Prozedur, déi hir Délaien huet, esou schnell wéi méiglech klasséiert ze kréien, fir datt mer dat deem Projekt do weiderkommen.

Mir hatteng eng Rei Schwierigkeiten mat dem Projekt, bis elo Schwierigkeiten fir den Terrain alleguer, dee mer gebraucht hunn, ze kréien. Dir wéist, datt mer initiallement é Weinéig méi op dem Mamer-Territoire geplant hate mam Achat vum Terrain, dee gemaach ginn ass, mer an deene leschte Joren awer d'Méiglechkeet haten dat Projekt esou unzéngé wéi e geplant war. Quite datt et méi eriwwergeréckelt ass op déi Bartrenger Gemeng, wou elo 90% vum Projekt wäerten installéiert ginn.

D'Zilsetzung ass, 2011 mat deem Projet hei fäerdég ze ginn. D'Délaisse lafen a mir mussen schnell fuere fir weiderzekommen. Dofir soen ech: Nat dës Décisioun, déi geholl ass, kann een erém dauernd a Fro stellen. Ech hu virun e puer Deeg hei gesot, datt d'Autopolitik och en Deel vun der Realpolitik ass. Ech widderhuelen dat nach eng Keier: Mir brauchen dee Projet. Mir fueren elo do derdher, well déi eenzeg Aart a Weis, fir et an den Délaien ze kréien, dat ass dat ze maachen, wat en eng Keier décideéert huet, soss kënnnt een an esou engem Projet wéi deem heiten net weider.

Mir hunn eng Rei Diskussioune mat de Ge-menge gehat wéi mer déi Organisatioun do sollen um Terrain maachen. Ech hunn elo och hei de Mëtten op dár engen Säit hänner, datt mer dofir félicitéiert gi sinn, iwwert dat, wat mer alles virgesinn, fir d'Entrée op déem Site esou ze assuréieren, datt se korrekt an uerdentlech all Dag ka lafen. An ech hunn op dár anerer Säit eng Rei Téin hänner, déi soen et wärt total iwwerdriven, fir dat esou ze maachen.

Ech soen lech just, datt ech gärt hätt, wa mer e Site vun 3.000 Schüler, dräi Lycéeën, esou wéi mer se normalerweis kennen, mat zwéischent 300 a 400 Enseignante respektiv Personal dohinner kréien, an enger Gemeng respektiv hei an zwou Gemengen installéieren, bei e Lycée, deen elo schonn iwwert 1.000 Schüler huet, an do e Campus organisiéieren, datt sol am Zesummelieu gutt a kohärent fonctionnéieren, datt ass et als Responsabilitéit dat zesumme mat de Gemengen esou ze assuréieren, datt de Fonctionnement och zwéischent 8 an 9 Auer moies an um 4 Auer méttes, wéi dann eben d'Horairé sinn, kann uerdentlech fonctionnéieren. Och fir den Individualverkéier, trotz alle Méiglechkeiten, déi mer do wäerte kréie fir den öffentlechen Verkéier, funktionnéieren ze loessen.

Elo gétt gelaacht, fir ze soen: Dir maacht Vélospisten an Dir maacht awer eng Entrée. Dir gleeft jo selwer net drun, datt se all mam Vélo kommen. Ech gleewen effektiv net drun, datt se allerguer mam Vélo kommen. Ech gleewen awer drun, datt mer d'Vélospist och brauchen als ee Moyen fir déi Leit, déi wéile mam Vélo kommen, an datt der och eng zak Rei mam Vélo wäerte kommen. Gradesou wéi der e ganze Koup mam Bus wäerte kommen. Gradesou wéi der e ganze Koup und mam Individualverkéier kommen dann, wann et anescht geet.

Bei esou engem Campus wéi deem doten, wou mer zwéischent 4.000 a 5.000 Schüler hunn, musse mer einfach assuréieren, datt déi verschidde Moyens de transports, den öffentlechen Transport, d'Mobilité douce, den Individualtransport a sougur zu Fouss, wa se zu Mamer wunnen, logeschi sinn; datt dat klappt. Anesch ass esou e Projet net émzesetzen an ze géréieren. Haapsächlech ass och de Verkéier op der Haapsstrooss, der Areler Strooss zu Mamer, respektiv d'Sécherheet um Site selwer ze géréieren.

Wa mer dee Rond-point do frésch bauen, dann ass dat, well mer haut schom zu Mamer e Problem mam Verkéier hunn. An all déi, déi vut dár Géigend kommen an um 8 Auer duodherch kommen, déi wéisen, datt et e Problem ass. Wa mer mat Bussen op dee Site fueren, da müsse mer ons assuréieren, datt déi Bussen do duerckommen. Dat ass evident, souwuel dat eent wéi dat aner. Well soss klappt de ganze Projet net.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun der Gemengen Bartramtreng a Mamer kënnnt.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Proposition gemaach huet, deen en op répétitif Aart a Weis festgehalen huet an och décideéert huet aus engem Schoul. Net wéinst der Quantitéit, déi

Jeudi,
22 novembre 2007

fкционнieren, an do dann och déi geographesch Hierkonft, Wunnengsméiglechkeete vun deenen engen an deenen anre respektéieren bei engem groussen Prozentsaz vun de Schüler, déi déi eng oder déi aner Schoul besichen. D'Quantitatit vun de Schüler, déi zwou Sectioune besichen, erlaabt dat ze maachen.

Da sinn eng Rei aner Sectiounen, wéi zum Beispill déi dänesch Sectiou, déi italienesch Sectiou, déi grischesch Sectiou, déi méi kleng hei zu Lëtzebuerg sinn, déi néminnen op deem enge Site wärte sinn. Ech krit gesot, datt deelweis déi döten Décisione geholl gi wären, well gewollt ginn ass, datt déi nordlännesch an déi südlännesch Ambiance op deenen zwee Sitè present wär, an duerch dee Choix hei dat och géif assuréiert ginn. Ech versti se. Och wa se aus deem dopte Gedanken erauskennt, fannen ech et och logesch, datt ee probéiert seng Geographie esou opzedeelen, datt ganz Europa do zesummenwunnt.

Ett ass och gekuckt ginn aus wat fir enge Regioune vum Land déi euenzel Leit elo scho geífen hierkommen. Ech ginn leich och déi Zuelen, déi ech vun der Direktiou vun der Europaschoul krit, déi mir net selwer erhuewen hunn, mä déi d'Direktiou vun der Europaschoul erhuewen huet. Grosso modo ass et esou, datt am Weste vum Land vun der Englescher Sectiou een Dréttel vun de Schüler wunnt, datt vun de Franséisch-sproochegen d'Halschen aus dem Südweste vum Land kénnt, datt vun der Däitscher Sectiou en Véirel aus dem Südweste vum Land kénnt, vun der Dänescher Sectiou drái Véirel aus dem Südweste vum Land kénnt, a vun der Italienerischer an der Griechischer Sectiou ronn ee Véirel aus dem Südweste vum Land kénnt.

Et ass och esou, datt d'Direktiou sät e puer Joer schonn eng Politik mécht, fir ze probéieren déi Organisatioun esou zu maachen, datt elo schonn an d'Europaschoul 2 déi Kanner ginn, déi dono kénnen en bloc erwiwwersellen, datt déi, déi also no der Maternelle an d'Europaschoulen erakommen, direkt gesot kréie wat an Zukunft wäert hir Schoul sinn. Esou datt fir d'Wahl an de Choix vum Wunnert, wou se wunne ginn, och elo scho vun den Eltere gewoss ass wat dat fir si implizéiert a wou hir Kanner no 2011 wärteren an d'Schoul goen. Do ass och, sot den Directeur mer, bis elo iwwert déi Choix kien Recours bei him abruecht ginn.

Ech wollt déi Zuelen nennen, well se mer awer wichteg schéngens, datt ee gesáit wat et an der Réalitéé heesch, an datt déi Choixen, déi hei gemaach gi sinn, Choixé sinn, déi een och duerno kann an d'Realitéé émsetzen an déi hir Logik hunn, an datt och vill Aarbecht gemaach gétt elo, fir a sech déi Rentrée vun 2011-2012 virzebereeden.

Voilà, Här President, ech mengen ech hätt op déi Haaptsaach vun de Froen éi geantwert an ech soen all deenen, déi un désem Projét, un éischter Stell dem Rapporteur an all deene Leit, déi vun der Komission matgeschafft hu vilmools Merci fir déi konstruktiv Aarbecht, fir déi rapid Aarbecht, well ech brauch dees Projekt hei ganz rapid, well mir mussen d'nächst Joer mat deene Bauten do ufánken.

An déi lescht Fro, déi den Här Negri gestallt huet - well hie mech elo esou ukuckt, beäntwerten ech déi och -. Et ass a mengen Aen evident, datt eent an dat aner muss gemeinsam gebaut ginn. Dir wésst, datt nach, wat d'Infrastrukturen vun de Stroosse ass, well déi an der Planung e wéinig méi spéit waren, eng Rei Foe vun den Terrainen definitiv ze liseé sinn. Déi sinn awer um guddie Wee geléist te ginn an ech ginn dovunner aus, datt dat ka gemeinsam fäerdeg geplangt a gebaut ginn.

Merci.

»»» Plusieurs voix.- Très bien.

»»» M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projét de loi 5763 ass ugeholt mat 48 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen a 7 Abstentionen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kae, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agno), John Castegnaro, Mme

Claudia Dall'Agno, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Alexandre Krieps), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Cox et Mme Viviane Loschetter.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëttet, dat ass de Projét de loi iwwert déi véiert Extension vum Centre de conférences um Kierchberg. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Kaes.

3. 5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

»»» M. Ali Kae (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleide Projét ass den 30. August 2007 vum Bauteaminister déposéiert ginn. De 25. September 2007 huet d'Bautekommisionnmech als Rapporteur ernannt. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 9. Oktober 2007. Mir hunn an der Réunioun vun der Bautekommisionn vum 7. November déses Joers souwuel de Projét wéi och den Avis vum Statsrot analyséiert. Schonn déi Woch drop, de 14. November, konnte mer de virleide Rapport unhuelen.

Här President, fir mäi klengen Exposé unzefanke maachen ech ee klenge Réckbléck an d'Geschicht vum Konferenzcenter.

Déise véierter Ausbau reit sech an déi logesch Suite vum Globalkonzept vum Konferenzcenter an. Lanciéert duerch d'Gesetz vum 24. Juli 1975 iwwert d'Renovéierung vun der Fassad vum Alcide-de-Gasperi-Tuerm an d'Gesetz vum 27. Juli 2001 zum Ausbau an der Moderniséierung vum Konferenzcenter.

A déi Dir alleguerete wésst geet d'Geschicht vum Zenter méi wält zréck. Fir den Départ vun den CECA-Institutionen zu Lëtzebuerg ze kompenséieren, hunn d'Memberlänner den 8. Abréll '68 déi provisoiresch Instalatioun vu verschidde Servicer vun de Communautéiten am Grand-Duché décidéiert. D'Décision vun Edinburgh vun 1992 huet dunn de Siège Lëtzebuerg definitiv confirméiert an dést ass nach eemol an engem Protokoll vum Traité vun Amsterdam consolidéiert ginn.

Ech brauch jo op déser Plaz u sech kengem zie soe wéi wichteg déis Infrastrukturen an déis Strukture fir Lëtzebuerg sinn. Déi wichteg Sätzungen, déi hei stattfannen, sinn déi vum Conseil des Ministres, an dat an de Méint Abréll, Juni an Oktober. Als Géigeeleeschtung fir déi positiv politesch an ekonomesch Auswirkunge vun dése staark medialisierte Réunions am Grand-Duché muss de Lëtzebuerguer Stat d'Konditiounen an d'Infrastrukture schafe fir een adequate Accueil an ee gudden Oflat vun dése Sätzungen. Well die Konferenzcenter dést a senger aktueller Konzeptioun net méi hiergétt, ass den Ausbau vun désen Infrastrukturen dréngend néideg. Glâichzäitig gétt am Projét aher och scho probéiert an d'Zukunft ze kucken, fir och elo schonn déi Besoinen, déi dann eventuell sollten ufanen, mat an d'Berechnungen eranzehuelen. Dés ganz Planunge geschéien natierlech, an enker Zesummenaarbecht mat de kompetenten europäischen Instanzen.

Den Ausbau vum Konferenzcenter besteet u sech aus zwee Haaptdeeler:

Deen éischten Deel besteet doran déi infrastrukturel Virraussetzungen ze schafe fir de parallelen Oflat vun zwee Ministerconseilen. Vun dohier och d'Noutwendegkeet fir en zweete groussen Konferenzsall mat allen Equipementen, virun allem enger

Simultaniuverersetzung an déi offiziell europäesch Sproochen.

Deen zweeten Deel besteht aus der Schafung vun engem Pressezentrum, fir datt deen den aktuelle Besoiné gerecht gétt, also mat komplementaren Hörsäll, engem neie Sall fir Pressekonferenzen, Aarbechts- a Briefingsraim, esou wéi engem richtege Foyer an Infrastrukturen, fir d'Journalisten ze bekáschtegen.

Heifir muss fir d'éischt déi existéierend Annen erém astandgesat ginn, haapsächlich fir déi Asbest verseuchte Materialien erauszerpen an dann ze entsuergen. Bis déis nei Strukturen da fonctionnée gétt e provisoiresche Konferenzcenter an der Luxexpo installéiert. Déi Rainlechkeete ginn awer duerno erém hien ursprénglechen Aufgaben zougefouert. Désen Ausbau mécht awer och eng komplett Delokaliséierung vun der Téléfonszentral vun der Post néideg, wat och am Budget vum Projét virgesinn ass.

Nieft den Ufuerderunge fir de Conseil vun der EU ginn déi nei Infrastrukturen awer och un d'Besoines ugepasst, fir privat Konferenzen ofzehalen, déi vun der Gesellschaft Luxembourg Congrès S.A. während deenen néng Méint, wou kee Ministerconseil ass, organiséiert ginn. Dés Gesellschaft, déi och elo schonn den Hémicycle géréiert, gétt och an Zukunft mat der Gestioune vun dem Konferenzcenter betreit, deen nom Ausbau ee vun deene schéinster an deene prestigieusest an Europa ass. Eng Konvention zwéschent dem Stat an der Luxembourg Congrès S.A., bei dár de Stat iwwregens Haaptaktionär ass, regelt d'Modalitéité vun der Exploitatioun.

Den techneschen Deel vum Projét souwéi d'Explikatiounen zur Architektur erspueren ech leich a mir och hei op déser Plaz, well et zirchlech schwéier ass fir mëndlech ze erkläre wéi dat dann herno gebaut soll ausgeissen. Déi, déi dat dann interesséiert, kénnen d'Detailer a mengem schréftleche Rapport oder am Exposé des motifs vum Projét noliesen. Wichteg ass et awer op déser Plaz nach ze soen, datt selbstverständliche sämtliche Ufuerderungen un d'Sécherheit an d'Fonctionnalitéit erfélilt ginn. Ech wéll och nach soen, datt dést Gebai iwwert de Chauffage urbain vun der Stadt Lëtzebuerg approvisionnéiert gétt.

D'Káschte vun der Erweiderung, esou wéi an Projét de loi virgesinn, ginn op 72,6 Milliounen Euro geschat, ouni TVA an Honoraires. Dobái kommen dann d'Frais fir d'Adaptatioun vun der Luxexpo-Gebaier. Déi belafe sech op 17,9 Milliounen, ouni TVA an Honoraires, an duernd natierlech erém d'Réckféierung vun dése Gebaier an hir urprünglech Destinatioun, wat nach eng Kéier 1,75 Milliounen Euro kascht. De Gesamtpräis gétt domat op 119,3 Milliounen Euro mat alle Káschte geschat.

D'Frais de consommation an den Entretien ginn op bal 4 Millionen Euro d'Joer geschat, fir genau ze sinn op 3.981.140 Euro.

Här President, esou vill zum Projét selwer. Nach e puer Wuert zur Aarbecht vun der Bautekommisionn an zum Avis vum Statsrot. Vu datt d'Ministerconseil just am Abréll, Juni an Oktober hei zu Lëtzebuerg sinn, propoziert de Statsrot, datt d'Infrastrukturen de Rescht vum Joer fir amé offentlech a privat Zwecker kénne genotzt ginn, zum Beispill vum Mudam oder vun der Philharmonie.

De Statsrot hätt och gären, datt sech sollt op en definitiven Numm vum Konferenzcenter festgeluecht ginn, vu datt et am Laf vun de Joren emmer erém klenge Ännérungsse ginn. Emol war et de Centre de conférences a Kirchberg, emol war et à Luxembourg, an um aktuelle Projét steet elo Luxembourg/Kirchberg. De Statsrot huet sech och gefrot, ob een net misst «quatrième extension» schreien, amplaz vun «deuxième extension», wéi et am Texte initial stoung, well ee keng Differenz téshent Agrandissement an Extension wéllt machen. Deemno wier et also déi véiert Erweiderung, D'Bautekommisionn deelt an désem Punkt d'Meenung vun der héijer Kiersperschaft an huet do wéinst d'Proposéen ugeholt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech kon leich elo vun der Noutwendegkeet vun désem Ausbau vun Konferenzcenter um Kirchberg iwwerzeeghen a bidden leich, désem Projét zuozestéieren. Ech wéll och hei op déser Plaz dem Här Bauteiminister a senge Leit souwéi alle Leit aus Chamber a Fraktiou Merci soen, déi gehollet an déi konstruktiv un désem Projét matgeschafft hunn. Ech bréngen och den Accord vun der CSV-Fraktiou a soe Merci fir d'Nolauschteien.

»»» Plusieurs voix.- Très bien!

»»» M. le Président.- E grousse Merci dem Här Rapporteur. Eischt ageschriwwen

Riedner ass déi honorabel Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

»»» Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President. Ech schleisse mech de Wieder vum Rapporteur un andeem ech all deenen, déi an deem Projét delgeholl hinn, e grousse Merci soen.

Ech hunn awer eng Fro un den Här Minister. An deem Projét - et gesáit een et schonn um Intitulé - huet et am Ufank geheesch, et wier d'deuxième Extension; elo huet de Conseil d'Etat proposéiert, et soll een an den Intitulé schreien, et wie déi véiert. Et ass effektiv déi véiert Extension. Dés Schwierigkeit weist schonn drop hin, wéi vill Zäit dropgaangen ass, wéi mer ugefangen hunn, bis dee Projét elo aboutéiert ass, a wéi vill Changementer émmer erém an dee Projét erakoumen; Changementer, well déi Desiderata vum Conseil geännert hinn.

Duerfir meng Fro un den Här Minister: Si mer sécher mat deem, wat mer haut elo stémmen, ob dat dann deen entsprécht, wat de Conseil gären hätt? Net dass mer, wann et dann definitiv realiséiert ass, erém mussen ufánke scho Modifikatiounen virzeheulen. Dat ass déi éischt Fro.

Eng zweet Fro wollt ech och stellen. Et si jo elo Modifikatiounen komm, wat d'Organisationen vun den europäischen Institutionen ubelaagt, an do soll jo elo President vun Europa genanzt ginn. Ass och an désem Projét virgesinn, dass den zukünfte Prezident och Büro hei zu Lëtzebuerg an deem Centre de conférences kritt? Dat wier op jidde Fall ganz wichteg fir de Standuert vun Lëtzebuerg ze énnerstráchen. Wenn dann den Occupant vun deem Büro gétt, wéesse mer elo net.

(Interruption et hilarité)

Ech gleewen och net, dass den Här Bauteiminister dorop kéint eng Antwort ginn, mä et wier jo awer wichteg, dass mer Rainlechkeite fir déi wichteg Fonction vun Lëtzebuerg géife virgesinn.

Domat ginn ech den Accord vun der DP-Fraktiou.

Merci.

»»» M. Ben Fayot (LSAP). - Madame Brasseur, Dir jot do geféierlech Huesen op!

»»» Une voix. - Deen huet dach elo schonn e Büro zu Lëtzebuerg!

(Hilarité)

»»» M. le Président. - Da komme mer zum nächste Riedner, dat ass den honorablen Här Diederich.

»»» M. Fernand Diederich (LSAP). - Ech wollt dem Rapporteur Merci soen. Hien huet all déi Punkten am Rapport erémginn, déi mer och diskutéiert hinn an der Kommission. An ech géift och Hoffen, Madame Brasseur, dass de Programm, wéi elo virgesinn ass, och deene längerfristegen, zukünftigen Demanden a Besoiné wéert entspreechen. An ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktiou zu désem Projét.

»»» M. le Président. - Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

»»» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRËNG). - Här President, mir soen dem Rapporteur Merci fir sái mëndlechen a schréftleche Rapport an ech ginn och d'Zoustémung vun der grénger Fraktiou zu désem Projét.

»»» M. le Président. - Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

»»» M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Vun eiser Säit e puer Wuert. Merci un den Rapporteur. Ganz Kloer, mir stémmen hei e Projét vu bal 120 Milliounen Euro. Dat sinn nobái fénne Milliarden dár aler Frang. Déi ganz Geschicht vun der Konstruktioun vun deem Zenter, dat ass eng endlos Geschicht wou émmer erém Ännérungen, Erweiderungen, nei Wénsch an esou weider opkomme sinn, esou datt mer elo total aus dem Zäitplang erausgerode sinn.

Wat och dozou gefouert hat, an dat fannt Der och am Historique, datt de 16. Juli 2003 eng